



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire

Page 4 :

AFRIQUE DU SUD :

- LA REPRESSION N'ARRETERA PAS LA LUTTE
- NOUVELLE CONSTITUTION MAIS LE MEME APARTHEID

Page 5 :

SENEGAL :

- SENGHOR-TRAORE : MEME COMBAT CONTRE LES CHEMINOTS
- LES FONCTIONNAIRES CORROMPUS IMMITENT LEURS MAITRES

Page 6 :

COTE D'IVOIRE :

- L'UGTCI, UN SYNDICAT INFEO-DE AU REGIME
- HOUPHOUET FAIT UN DON...A LUI-MEME !

Page 7 :

INCENDIE CRIMINEL AU FOYER SEDAIN.

Page 8 :

UNION DE LA GAUCHE : DES DESACCORDS OU L'INTERET DES TRAVAILLEURS N'EST PAS REPRESENTE

Page 10 :

MADAGASCAR : LE MFM REVIENT A LA MANGEOIRE GOUVERNEMENTALE

Page 12 :

IMPERIALISME PLUS LA SECHE - RESSE : C'EST LA CATASTROPHE !

prix: 1 Franc

N° 53 - 26 septembre 1977

LA GUERRE

SOMALO - ETHIOPIENNE

SANGLANTE IMPASSE DU NATIONALISME

Le conflit entre la Somalie et l'Ethiopie prend de plus en plus l'allure d'une guerre ouverte. Dans la région de l'Ogaden, là où les affrontements militaires se déroulent, la population en est la première victime. Les morts se comptent par milliers. Dans les villes assiégées comme Jijiga tantôt par l'une des deux armées, tantôt par l'autre, les habitants souffrent des bombardements, du manque de ravitaillement ...

.../...

Ce sont les conséquences d'un passé colonial ; les frontières ont été charcutées suivant les besoins de tel ou tel Etat colonialiste.

Avant la deuxième guerre mondiale, l'Italie et l'Angleterre se partageaient l'actuelle Somalie et l'Ogaden. La France était déjà établie à Djibouti. Après la défaite militaire de l'Italie au cours de cette guerre, l'Angleterre qui administrait l'Ogaden a cédé cette région à l'Ethiopie à partir de 1954.

Et depuis son indépendance, la Somalie n'a jamais cessé de réclamer l'Ogaden. Déjà du temps de Haïlé Sellassié les accrochages militaires de la zone frontalière étaient monnaie courante.

En plus de ce passé colonial, cette région d'Afrique est victime du jeu d'alliances avec les grandes puissances. Depuis plus de six mois, l'Union Soviétique et les Etats Unis créent des liens tantôt avec la Somalie tantôt avec l'Ethiopie. D'autant plus que ces pays occupent une position stratégique dans ce coin d'Afrique. En fournissant des armes aux uns et aux autres, en attisant les conflits entre les Etats, les grandes puissances créent toutes les conditions pour des affrontements militaires. Elles en sont les véritables responsables.

Et les gouvernements en place, tant en Somalie qu'en Ethiopie, loin de vouloir résoudre les problèmes créés par l'impérialisme, font le jeu des oppresseurs. Quelles perspectives proposent-ils ? Ils attisent les haines entre les deux peuples. Ils dépensent des sommes colossales pour l'armement des uns et des autres, et cela dans des pays qui sont parmi les plus pauvres du monde. Et cela pour les intérêts de qui ? Certainement pas pour ceux de la population ethiopienne ou somalienne. Elles n'ont rien à y gagner. Elles en souffrent plutôt.

Ce qui se passe entre l'Ethiopie et la Somalie illustre à quel point le nationalisme est condamné à gérer l'héritage empoisonné laissé par l'impérialisme, à quel point il est incapable de surmonter les divisions et les haines suscitées et renforcées par l'impérialisme.

Ce n'est même pas dans les intentions de ces dirigeants nationalistes qui se prétendent "socialistes". Le nationalisme leur sert à embrigader la population de leurs pays respectifs derrière leur dictature ; et aujourd'hui, en l'occurrence, à l'embrigader pour la conduire dans la boucherie d'une guerre stupide.

Pour ce qui concerne l'Ethiopie, depuis des mois Mengistou a mobilisé la population sous le mot d'ordre de "la mère patrie en danger". S'étant débarrassé de tous les opposants, il a rappelé tous les anciens militaires ayant moins de 60 ans. Dans les campagnes, ainsi que dans les villes, sous le contrôle des chefs de quartiers (kebellés), on procède à l'enrôlement obligatoire des jeunes. Tous les salariés sont obligés de céder une fraction importante de leur salaire pour entretenir cette sale guerre.

Bien que la situation en Somalie soit certainement moins dramatique, la population est mobilisée par une propagande intense. Le régime somalien invoque, pour justifier sa guerre, le fait que la majorité de la population de l'Ogaden -objet du litige entre les deux pays- est somalis. Et c'est vrai que l'Ethiopie fait peser une oppression nationale insupportable sur les somalis de l'Ogaden, tout comme elle opprime la population de l'Erythrée. Mais il est non moins vrai que la Somalie fera peser une oppression non moindre sur la fraction non somalis de la population d'Ogaden.

En fait, ces régimes dictatoriaux qui se réclament du nationalisme, sont incapables de régler les problèmes des minorités opprimées. Comment pourraient-ils assurer la liberté pour les minorités nationales, alors qu'ils sont incapables de l'assurer pour leurs propres peuples ? Car les deux sont liées. Le nationalisme, cette voie bourgeoise pour nos pays conduit à des régimes de dictature.

Pour mettre fin à la haine entre peuples, à l'oppression nationale des minorités, pour assurer une cohabitation fraternelle, il est indispensable que chacun puisse bénéficier de la plus grande liberté, que chacun puisse administrer démocratiquement ses affaires, parler sa langue, suivre les coutumes qu'il veut. Mais cela n'est possible - surtout dans les pays africains où souvent les nationalités ou les ethnies varient d'une région, voire d'un village à l'autre, lorsqu'elles ne se cotoient pas - que si toute la société est démocratique. C'est-à-dire si le pouvoir ne s'exerce pas de haut en bas, mais de bas en haut.

Cela ne sera possible que lorsque les exploités, les ouvriers et les paysans pauvres, auront chassé les minorités de privilégiés dont nos Etats bureaucratiques sont l'instrument pour opprimer, pour percevoir les impôts. Cela ne sera possible que lorsque les ouvriers, en collaboration avec les paysans pauvres, exerceront eux-mêmes le pouvoir, sans laisser à quiconque la possibilité de le leur ôter.

Alors les peuples d'Ethiopie, de Somalie, débarrassés de leurs parasites, de leurs militaires, de leurs fonctionnaires corrompus, de leurs polices toutes puissantes, pourront vivre paisiblement ensemble et consacrer leurs ressources à autre chose qu'à se tuer mutuellement.

§§§§§§§§

§§§

§§§§§§§§

AFRIQUE DU SUD

LA REPRESSION N'ARRETERA PAS LA LUTTE

Dimanche 25 septembre, 15 000 personnes se sont réunies à King-William's - Town - malgré les menaces et toutes sortes de tracasseries - aux obsèques de Steve Biko, un dirigeant du mouvement des étudiants noirs d'Afrique du Sud, mort en prison le 11 septembre dernier.

Selon le gouvernement raciste, Steve Biko est mort à la suite de la grève de la faim qu'il y menait "démocratiquement" .

Personne ne croira que Steve Biko n'a pas été purement et simplement assassiné. On l'a tué parce qu'il luttait contre l'apartheid, parce qu'il a organisé des luttes contre la ségrégation dans l'enseignement. Grâce à ces actions, il était connu des étudiants et des militants qui luttent contre l'apartheid.

Cet assassinat est-il aussi un geste politique en direction des pays occidentaux pour leur démontrer que Vorster est maître chez lui et qu'il peut contester la représentativité que conféraient les occidentaux à Steve Biko ?

En tout cas c'est un crime odieux. Et c'est pour exprimer leur mécontentement que les étudiants de l'Université de Fort-Hare ont organisé une manifestation religieuse. Cela a suffi pour que le gouvernement de Vorster fasse venir sa police pour mettre en prison près de 1 500 personnes.

Ceci démontre une fois de plus à quel point la répression est féroce. Si un militant nationaliste très connu, même par certains hommes d'Etats occidentaux, a pu être assassiné sans scrupule, quel doit être le sort des travailleurs révoltés qui ne sont pas du tout connus et qui sont amenés sans que leurs familles soient mises au courant ?

Mais même en continuant la répression, le gouvernement raciste ne pourra plus arrêter la lutte de toute une population qui commence à se mobiliser. Au contraire il ne fait que rapprocher ses derniers jours.

NOUVELLE CONSTITUTION , MAIS LE MEME APARTHEID

Vorster a annoncé, le 20 septembre, qu'il dissout le parlement et procédera à de nouvelles élections. Il veut, par ce moyen, se faire plébisciter par la population blanche, et montrer à l'opinion publique internationale que sa politique d'apartheid est toujours approuvée par cette population.

Par la même occasion il veut faire entériner le projet d'une nouvelle constitution proposée par son parti. Dans celle-ci, les métis et les indiens qui, comme les africains n'ont pas actuellement le droit de vote, auront chacun leur parlement, et donc le droit de vote pour l'élire.

Mais bien-sûr-apartheid oblige- chaque communauté aura un parlement séparé et ceux des métis et des indiens auront un rôle de figuration.

Il a sorti cette décision au moment où des milliers de personnes expriment leur mécontentement à la suite de l'assassinat de Steve Biko.

Il veut donner quelques miettes aux métis et aux indiens pour que ceux-ci se désolidarisent de la lutte contre l'apartheid.

Il est trop tard pour Vorster. Il n'arrivera pas à faire avaler son hameçon aux métis et aux indiens. Ceux-ci ont déjà lié leur solidarité avec les noirs, notamment lors des récentes manifestations au Cap. La jeunesse indienne et métis est déjà descendue dans la rue.

.../...

Alors les dérisoires projets parlementaires de Vorster ne serviront pas à grand-chose. Cela fait belle lurette que si des changements s'annoncent en Afrique du Sud, ce n'est pas à cause de ce qui se passe autour ou à propos du parlement, mais parce que la révolte de la population africaine ébranle le système de l'apartheid

SENEGAL : senghor - traore : même combat
contre les cheminots

Au Sénégal, le mécontentement continue de gronder. Les boulangers et les bouchers de Bakel ont fait grève pendant le mois d'août. En mai dernier ce fut la grève des étudiants de l'Université de Dakar et des établissements d'enseignement supérieur et secondaire, qui s'est soldé par le renvoi de plusieurs dizaines d'étudiants de ces établissements. Quelques jours plus tard les travailleurs du chemin de fer se mirent en grève avec des revendications qui leur sont propres : à travail égal salaire égal, même statut pour tous ceux qui ont la même qualification, revalorisation des brevets de sécurité ferroviaire au profit des agents d'exploitation ; en outre les grévistes réclamaient la remise en état des appareils et dispositifs de sécurité sur trains et machines, le respect de la durée normale du travail dans les trains et gares.

A ces revendications légitimes, le gouvernement réactionnaire de Senghor et d'Abdou Diouf a répondu en licenciant 73 cheminots.

Pour remplacer les grévistes, le gouvernement du Sénégal a fait appel à celui du Mali. Le régime militaire de Bamako a envoyé aussitôt un contingent de mécaniciens sous bonne escorte, pour les obliger à briser la grève des cheminots de Dakar.

Cela doit servir de leçon aux travailleurs. Les gouvernements savent pratiquer une certaine forme de solidarité internationale, celle des exploités contre leurs exploités. Aux travailleurs de leur opposer leur solidarité internationale de prolétaires !

les fonctionnaires corrompus
imitent leurs maîtres

Depuis 1974 le gouvernement de Dakar exige que les travailleurs sénégalais émigrés en France et qui partent en vacances dans leur pays, payent une caution de 1 500 FF s'ils veulent revenir travailler en France. Cette caution servirait de billet de retour, même si les travailleurs veulent rester plusieurs années en France.

Pendant ce temps le gouvernement utilise cette somme sans que les travailleurs ne touchent les intérêts de leur argent.

Ceux qui n'auront pas les moyens de payer cette somme le jour de leur départ, seront obligés de graisser la patte des policiers contrôleurs à l'aéroport de Yoff.

Mais qui s'étonnerait des agissements des petits corrompus, lorsque c'est l'Etat qui a érigé l'extorsion de fonds en système de gouvernement.

* * * * *

* * * * *

* * * * *

* * * *

* *

*

COTE D'IVOIRE :

L'U.G.T.C.I.

un syndicat inféodé au régime

A l'occasion du 15^e anniversaire de la création de l'Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire -UGTCI- et de la signature de la nouvelle convention collective du travail par le patronat et le syndicat, Joseph Coffie, secrétaire général de l'UGTCI et député, a déclaré : "c'est une nécessité pour nous de collaborer avec le parti et le gouvernement pour mener à bien notre syndicalisme. C'était sous le régime colonial qu'il y avait dualité entre les deux. L'objectif du syndicalisme était de combattre le régime". Et Coffie ajoute : "c'est pourquoi après l'indépendance, nous avons opté pour un syndicalisme de participation. Comment voulez-vous défendre les intérêts des travailleurs en étant à l'écart".

Voilà une fripouille de plus pour dire qu'on peut défendre les patrons en même temps que les travailleurs ! En réalité cet ancien cheminot a tourné simplement le dos aux travailleurs pour servir docilement les patrons.

Les travailleurs ivoiriens comme bien d'autres d'Afrique ont encore à lutter pour se donner des organisations syndicales bien à eux, et qui combattent leurs exploités au lieu de les servir.

xx xx

Houphouët fait un don ... à lui même

Un don qui ne profite qu'au donateur, telle est la signification du geste que le président Houphouët Boigny vient de faire en cédant ses plantations à l'Etat.

Du coup toute la presse bourgeoise ivoirienne, en particulier "Fraternité-Matin" insiste longuement sur ce fait en parlant de cadeau que "le père de la Nation" aurait fait à l'Etat.

Ces journaux font croire à la population qu'une différence existe aujourd'hui entre propriété personnelle de Houphouët Boigny et celle de l'Etat.

Mais en réalité sa propriété privée et celle de l'Etat se confondent, car c'est avec l'argent de l'Etat que Houphouët entretient ses propriétés.

En donnant ses plantations à l'Etat, c'est comme s'il sortait de l'argent de la poche gauche pour le mettre dans la poche droite de sa veste.

o o o o o o o o

Incendie criminel _____ _____ au foyer Sedaine

Neuf jours après l'incendie criminel qui a fait 3 morts et 65 blessés dans la nuit du mercredi au jeudi 15 septembre au foyer des travailleurs africains situé 34 rue Sedaine à Paris, le Comité des résidents a tenu au réfectoire une conférence de presse.

Les locataires ont dénoncé les conditions scandaleuses de logement : locaux insalubres, lits superposés où sont entassés à deux niveaux, 360 travailleurs émigrés. En outre les règles minimales de sécurité ne sont même pas respectées par l'AFTAM, organisme qui gère ce foyer-taudis, car il n'existe aucune issue de secours donnant sur la rue.

Ces conditions de vie ne sont pas étrangères au lourd bilan de l'incendie. Ce dernier est d'origine criminelle et raciste : les malfaiteurs avaient pris soin d'arroser d'essence les poubelles avant d'y mettre le feu ; ils avaient ensuite bloqué la porte cochère, d'habitude, ouverte en poussant une voiture contre elle. Mais si le bilan de l'incendie a été si lourd, c'est parce que les conditions minimum de sécurité n'ont pas été respectées.

Le Comité des Résidents s'est rendu à la Mairie de Paris pour exiger :

- le relogement de tous les résidents dans des conditions décentes et compatibles avec les ressources des intéressés.
- la réparation des préjudices subis.
- indemnisation et prise en charge des frais médicaux des victimes, à 100 %.
- protection réelle des travailleurs émigrés et fin des mesures discriminatoires à leur encontre.

Ils exigent aussi que les autorités fassent la lumière sur l'origine de cet incendie criminel.

Comble de cynisme, le maire ne leur a proposé que de les parquer dans des baraquements en bois, du côté de Boulogne.

Les démarches n'ont encore rien donné du point de vue du relogement et de la sécurité, mais les résidents n'ont pas dit leur dernier mot. Nombreux sont ceux qui sont prêts à faire la grève des loyers pour appuyer leurs revendications.

~0~

UNION DE LA GAUCHE

DES ACCORDS OÙ L'INTERET DES TRAVAILLEURS N'EST PAS REPRÉSENTÉ

Depuis la fin de l'été, c'est la crise tantôt fictive tantôt concrète au sein de l'Union de la Gauche, qui réunit le Parti Socialiste (PS), le Parti Communiste (PC), et le Mouvement des Radicaux de Gauche (MRG). Ces partis avaient signé un programme de gouvernement en 1972. Et voilà que, à l'heure où ils devaient se retrouver pour actualiser ce programme, et alors que les élections législatives approchent -elles doivent avoir lieu en mars 1978- les trois partis se déchirent en public. Tantôt c'est le PC qui attaque le PS pour sa modération. Tantôt c'est le chef des Radicaux de Gauche qui quitte la salle des négociations en dénonçant au contraire les exigences excessives du PC.

Que ce passe-t-il donc au sein de cette Union de la Gauche qui prétend incarner les aspirations des travailleurs lors des élections, face à la droite anti-ouvrière et réactionnaire de la Majorité d'aujourd'hui, celle de Giscard, de Barre et de Chirac?

Les attaques que se lancent mutuellement les trois partis concernent-elles les intérêts des travailleurs? Le PC prétend en tout cas qu'il en est bien ainsi, et que si pour sa part il attaque le PS, c'est pour mieux défendre les travailleurs.

Officiellement, si les pourparlers n'aboutissent pas, c'est sur le problème des nationalisations : le PC en demanderait 729, et les autres moins.

En fait les nationalisations ne peuvent pas améliorer le sort des travailleurs. Ceux des entreprises déjà nationalisées (les mines de charbon ou les usines Renault par exemple) ne sont pas mieux protégés contre les licenciements, contre l'arbitraire des chefs ou contre la baisse de leur pouvoir d'achat, que les travailleurs des autres secteurs. Ces nationalisations ne peuvent pas non plus gêner outre mesure les bourgeois.

En effet les nationalisations envisagées par l'Union de la Gauche, se font contre indemnisation. Autrement dit, les capitalistes nationalisés récupèrent leur argent; ils peuvent l'investir ailleurs et continuer à exploiter les ouvriers. D'ailleurs De Gaulle qui était un homme politique de droite, avait nationalisé après 1944 toute une partie de l'économie française, notamment Renault. Ne voit-on pas Dassault lui-même demander la nationalisation de sa société?

En réalité, le désaccord sur les nationalisations n'est qu'un prétexte, et non pas la véritable cause de la querelle au sein de l'Union de la Gauche. La véritable cause est basement électorale.

Les trois partis de l'Union de la Gauche ont certes intérêt à ce que, ensemble ils l'emportent aux prochaines élections. C'est pour eux la seule façon de parvenir au gouvernement. Aussi on peut parier sans courir un grand risque de se tromper, qu'ils finiront par se réconcilier...ne serait-ce que juste avant les élections.

Cela dit, et même si leurs intérêts sont liés, les trois partis se méfient les uns des autres. En particulier, le PC craint avec juste raison, que si le PS se renforce de trop à son détriment, il peut être assez fort après les élections pour gouverner seul. C'est l'idée de ne pas participer au gouvernement en cas de victoire de la gauche, ou encore d'en être écarté trop vite, qui inquiète le PC et pas l'intérêt des travailleurs !

Comme la plupart des électeurs du PC proviennent de la classe ouvrière, il est important pour lui de passer pour meilleur défenseur des travailleurs que le PS, afin de prendre des voix à ce dernier. C'est pour cela que Marchais élève le ton, tape sur la table et accuse Mitterrand de ne pas se soucier assez des travailleurs.

.../...

Mais quand on y regarde de près, il n'y a guère plus de chose pour les travailleurs dans le programme du PC , que dans celui du PS ou des Radicaux. C'est-à-dire peu de choses, pour ne pas dire rien.

Que promet donc le PC ? Le SMIC à 2 400 FF ? Cela représente peut-être une certaine augmentation -pour ceux qui ont le SMIC seulement d'ailleurs- mais cela sera très vite rogné par l'inflation. Les autres promesses sont toutes aussi vagues, comme l'ont été toutes les promesses faites par Giscard-Barre.

En fait les travailleurs ne peuvent pas faire plus confiance aux politiciens de l'Union de la Gauche qu'à ceux de la Droite. La Gauche veut arriver au pouvoir non pas pour mieux défendre les ouvriers mais pour leur faire accepter la crise par les discours et la leur faire payer, au lieu de la faire payer aux patrons.

Les Giscard, Barre et Chirac n'arrivent plus à faire marcher le capitalisme qui est en crise, et les partenaires de l'Union de la Gauche cherchent à le réparer en se servant de la confiance que leur font encore les travailleurs.

Mais les choses décisives ne se passeront de toute façon pas dans les urnes. Si les travailleurs ont des raisons de souhaiter que la Droite soit écartée du gouvernement, ils doivent savoir que, de toute façon, pour améliorer leur sort, non seulement ils ne peuvent pas compter sur un éventuel gouvernement de gauche, mais il faut qu'ils sachent s'organiser et lutter malgré, et probablement contre ce gouvernement.



Madagascar

le MFM revient à la mangeoire gouvernementale

Au début du mois d'août dernier, le MFM (Mpitolona ho amin' ny Fitondran'ny Madinika, textuellement "Parti pour le Pouvoir Prolétarien") mouvement d'extrême gauche issu du MONIMA de Monja Jaona, vient d'entrer au gouvernement par l'intermédiaire de son dirigeant Manandafy Rakotonirina.

Mettant en sourdine ses critiques contre la politique de Ratsiraka, le MFM fait partie du "Front de défense de la Révolution" c'est-à-dire l'organisme qui réunit tous les partis qui soutiennent Ratsiraka ; Manandafy lui-même est au CSR (Conseil Suprême de la Révolution), c'est-à-dire les conseillers du président, et représente ce dernier dans certaines cérémonies officielles.

Ce n'est pas la première fois que le MFM participe à un gouvernement bourgeois, car il l'a déjà fait en 1972/73 avec le général Ramanantsoa.

Il ressort des quelques rares déclarations pour justifier l'entrée dans le giron de Ratsiraka, que le MFM renonce à rester dans l'opposition, car cela rendait son existence illégale, vu que Ratsiraka a décidé que seuls ceux qui sont dans le front (c'est-à-dire ceux qui le soutiennent !) ont le droit de s'exprimer. Et puis après tout, Ratsiraka ne s'affirme-t-il pas contre "l'impérialisme-l'ennemi principal" et pour "l'indépendance nationale", chose qui fait partie du programme du MFM ? ...

Pour faire avaler la pillule aux militants sceptiques, les dirigeants de ce parti affirment que c'est pour avoir une couverture légale pour pouvoir se développer, ou encore, que c'est dans le but de radicaliser l'action du gouvernement !

Le but de Ratsiraka est de permettre aux riches et à leur Etat de continuer à vivre sur le dos des travailleurs et des paysans pauvres ; de faire accepter à ces derniers, les licenciements, la vie chère et les pénuries à longueur d'année.

A défaut de pouvoir mettre en place un parti unique, comme il l'affirme lui-même, Ratsiraka veut gouverner avec le soutien de tous les partis. Il a d'ailleurs renoncé à apparaître en tant que militaire pour avoir meilleure mine.

Mais le fait d'ajouter les mots "révolutionnaire" et "socialiste" à tous les discours ne suffisant pas à apaiser ceux qui subissent durement les effets de la crise économique, alors il fait appel aux partis de gauche ; mais c'est toujours à lui que reviennent en premier lieu les avantages et l'initiative.

Et comme le MONIMA, insatisfait de la portion congrue qui lui revenait, a quitté le gouvernement le 18 juin dernier, il est normal que Ratsiraka .../...

complète sa caution à gauche en ouvrant la porte au MFM. Cela ne durera probablement que le temps pour ce dernier de perdre la crédibilité qu'il a auprès d'une partie de la population (en majorité la jeunesse Tananarivienne).

Mais le MFM, tout comme le MONIMA, ne cherche pas autre chose que d'user de son audience pour "mitady seza" ("courir après les fauteuils") parce qu'il n'y a aucune différence fondamentale entre Ratsiraka, Andriamanjato ou Manandafy, sans parler de Tsiranana et de sa clique. Ils représentent tous des variantes du nationalisme, les uns étant seulement plus ou moins radicaux que les autres.

La seule différence entre Ratsiraka et Manandafy c'est que le premier détient le pouvoir. Et comme la cloche de Manandafy donne le même son que celle de Ratsiraka, il était condamné soit à rester dans l'opposition en se contentant de surenchère -politique qui a condamné son parti à végéter- soit à entrer au gouvernement pour essayer d'amplifier le son de sa cloche. En prenant place au gouvernement des bourgeois, le MFM confirme, au plus haut niveau, qu'il est dans le camp opposé à celui des travailleurs. Loin d'être une erreur, cela est conforme à son nationalisme qui n'a pas d'autre perspective que de faire ce que Ratsiraka fait déjà.

Les nationalistes font des discours ronflants au nom des travailleurs, mais ne leur donnent jamais les moyens de lutter contre le capitalisme, qu'il soit made in France ou local. Tout ce qu'ils veulent c'est que l'impérialisme leur laisse un peu plus de place sur le dos des exploités.

Les travailleurs ne peuvent rien gagner à confier leur sort aux nationalistes du MFM, aussi radicaux soient-ils. Ils doivent construire leur propre parti politique, un parti qui vise à renverser l'Etat des bourgeois, pour exercer eux-mêmes le pouvoir politique.



CAMARADE, SI CE JOURNAL TE PLAÎT FAIS - LE CIRCULER AUTOUR DE TOI !

Abonnements

FRANCE : ordinaire un an : 12 F
sous pli fermé un an : 36 F

AUTRES PAYS : écrire au journal

Adresser toute correspondance à : COMBAT OUVRIER B.P. 80 93 300 Aubervilliers France
(en spécifiant : pour "LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS")

L'IMPERIALISME Plus La SECHERESSE : C'EST LA CATASTROPHE

Du 29 août au 11 septembre dernier s'est tenue à Naïrobi, une conférence qui a réuni 1 500 experts pour étudier les problèmes causés par la désertification des régions de notre planète, en particulier du Sahel.

En effet depuis 1968 la quantité de pluies n'a fait que baisser dans cette région de l'Afrique. Et en 1972-74, la sécheresse qui a frappé les six pays du Sahel -dont le Sénégal, le Mali, la Haute Volta, la Mauritanie et le Tchad- fut une catastrophe pour des millions d'habitants victimes de la famine. Les terres où s'étaient installés les paysans pour cultiver ou pour élever du bétail, furent complètement déséchées et rendues stériles par le manque de pluies. Des dizaines de milliers de familles furent obligées d'abandonner leurs terres, leurs villages pour s'installer dans des endroits plus humides. Des milliers d'enfants sont morts de malnutrition, ainsi que des millions de bœufs et d'autres animaux, à cause de la soif.

Jusqu'à présent la sécheresse continue à sévir. Les savants et les chercheurs affirment que le processus de désertification progresse, et qu'au rythme actuel, 50 000 Km² de terres sont dégradées tous les ans au Sahel. C'est-à-dire l'équivalent de la superficie du Togo !

Le Sahara, en 50 ans, a progressé de 650 000 Km²: Soit l'équivalent du Sénégal et du Cameroun ! Au Maghreb, 1 000 Km² par an sont gagnés par le désert. La désertification serait-elle un phénomène naturel ? Que non !

En introduisant la monoculture du coton, de l'arachide etc... , le capitalisme a perturbé les équilibres agraires des pays d'Afrique, dégradé le sol, bouleversé le régime des eaux. Comme le système capitaliste cherche toujours le maximum de profits, alors il utilise des engrais chimiques, des insecticides et d'autres produits chimiques de manière irrationnelle et de façon que cela lui coûte le moins cher possible. Alors cela déséquilibre la nature, épuise le sol et finalement le dégrade. La dévastation aveugle de la forêt favorise aussi l'érosion du sol et donc l'avancée du désert. C'est ainsi que le capitalisme "travaille" la nature depuis plusieurs dizaines d'années !

Ainsi donc la production capitaliste a sa part de responsabilité dans les causes de la sécheresse elle-même. Mais serait-ce donc une fatalité que la sécheresse se transforme en famine ? Certainement pas !

Est-ce naturel au 20^e siècle, au moment où les pays riches de l'occident ont des problèmes de surproduction de lait, de beurre, de pommes de terre, de fruits... etc, que dans les pays du Sahel des millions de personnes crèvent de faim ?

Est-ce naturel que les capitalistes gaspillent des milliards de dollars pour fabriquer des armes ultramodernes, alors que dans les pays pauvres les paysans meurent parce qu'il n'y a pas d'argent pour construire des puits afin de combler le déficit en eau de pluie ?

Rien de cela n'est naturel ! De l'argent, cela existe ainsi que des scientifiques qui n'attendent qu'on leur donne les moyens matériels pour trouver des solutions.

D'ailleurs de nombreux projets ont été étudiés depuis l'époque coloniale, pour aménager par exemple le fleuve Sénégal, afin de constituer des réserves d'eau. .../...

Le premier projet date même de 1906. Mais tous ces projets ne virent jamais le jour, car pour les colonialistes ce n'était pas "rentable". Il valait mieux pour eux utiliser les meilleures terres pour la monoculture d'arachide.

D'autres projets apparurent après l'indépendance. C'est le cas, en 1964, de l'OERS (Organisation des Etats Riverains du fleuve Sénégal), qui devient par la suite OMVS (Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal). Ce projet intéresse 4 Etats : Guinée, Sénégal, Mali, Mauritanie. Plus de dix ans après sa création, il n'y a encore rien eu de concret.

Certes ce projet coûte très cher : 50 milliards CFA. Les impérialistes ont bien sûr de l'argent. Ils font des prêts pour financer des travaux en Afrique, mais uniquement dans des secteurs où ils peuvent piller. C'est ainsi que vers les années 1960, ils ont financé la construction de 600 Km de voie ferrée en plein désert, avec des installations portuaires au bout de cette voie ferrée pour accueillir des bateaux minéraliers. Cela a coûté 50 milliards CFA. Là, très vite, les "aides" sont venues en un temps record. L'argent est venu de la banque Rotschild, d'USINOR, de SIDELOR, de la British Steel, d'Instasider (Italie), Thyssen (Allemagne). Pourquoi si vite ? Parce qu'il s'agissait d'exploiter le gisement de fer qui était réputé pour sa haute teneur.

Aujourd'hui, quand il s'agit de financer la construction de barrages, de puits, des irrigations, on dit qu'il n'y a pas d'argent.

Il ne faut pas que les paysans et les travailleurs du Sahel attendent de leurs régimes qu'ils fassent quelque chose pour eux. Ils ont attendu plus de dix ans sans que rien ne soit fait. Tout ce qui a été fait pour eux, c'est l'augmentation du budget de l'armée et de la police pour mieux leur faire accepter la famine et la misère.

Les travailleurs savent où se trouve l'argent : chez les grands capitalistes, chez les grands monopoles qui s'enrichissent depuis des dizaines d'années sur leur travail, les bénéfices qu'ils accumulent à travers le prix des produits agricoles qu'ils imposent. Les grands monopoles continuent à piller parce qu'ils ont des valets et des régimes qui sont à 100 % à leur solde.

Cependant il y a des solutions pour empêcher que la situation continue à devenir insupportable, pour empêcher que les monopoles continuent comme cela : c'est de les forcer à rendre à tous les travailleurs et les paysans ce qui leur a été volé depuis des dizaines d'années.

Les travailleurs et les paysans africains ne sont pas les seules victimes de ces grands capitalistes. Les travailleurs européens aussi le sont, car ce sont les mêmes monopoles qui les exploitent. Et c'est pour cela que l'alliance avec les travailleurs de tous ces pays est nécessaire pour battre les capitalistes qui eux, n'ont pas de frontières pour exploiter.

Ce n'est que comme cela que les exploités veront un jour, des constructions et des travaux non plus pour les exploiter encore plus, mais des travaux qui faciliteront vraiment leur lutte contre les lois de la nature : le manque de pluie, les inondations ...etc.



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.